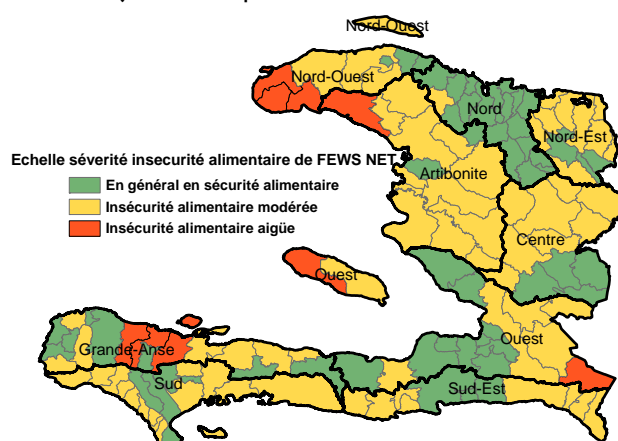


## HAITI Perspectives sur la sécurité alimentaire N° 19 : Bulletin de conjoncture

Juillet à Décembre 2008

- Malgré une récolte de printemps relativement bonne en juin-juillet, comparable à celle de la même période de l'année 2007, la sécurité alimentaire reste assez précaire. Les prix des aliments de base (riz, maïs, haricot, sorgho) sont restés élevés. Le haut niveau de prix des céréales et du pétrole au niveau international continue d'empêcher une amélioration de la sécurité alimentaire. En dépit des récoltes récentes, environ 2,3 millions personnes, situées surtout dans les zones relativement arides du Nord-Ouest et du Nord-Est, et dans les quartiers pauvres des villes, font face actuellement à une insécurité alimentaire modérée à aigüe. Du fait surtout de leur vulnérabilité aux cyclones, la péninsule Sud (Nippes, Grand'Anse, Sud et Sud-Est) a aussi été classée parmi les zones d'insécurité alimentaire (Figure 1).

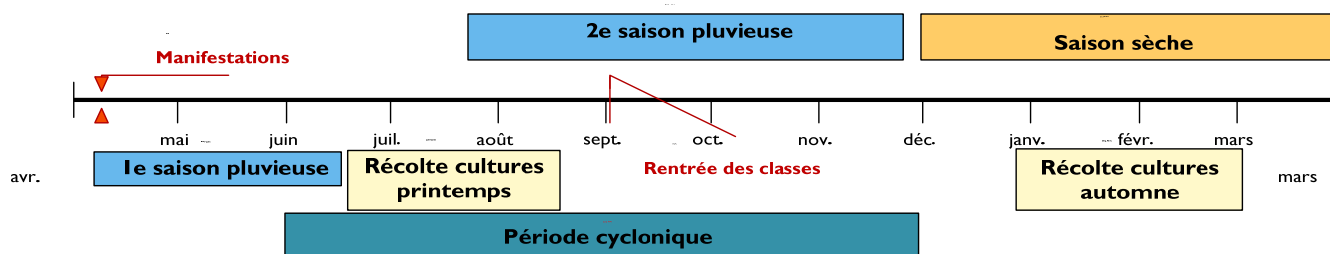
**Figure 1.** Estimation de la sécurité alimentaire courante, juillet à septembre 2008



Source: CNSA/FEWS NET Haiti

- Dans le scénario le plus probable, octobre à décembre, l'insécurité alimentaire se sera encore détériorée. Cela sera le résultat non seulement des prix élevés des aliments de base, des risques de cyclones et de la persistance de l'insécurité civile, mais aussi du coût élevé du transport des élèves après la rentrée scolaire de septembre. Ce transport représente un des éléments-clés du coût des dépenses scolaires, surtout en ville. Environ 2,5 millions de personnes seraient affectées par cette insécurité alimentaire.
- Il est possible que la situation de sécurité alimentaire d'ici décembre soit plus alarmante que celle retenue dans le scénario le plus probable, suite à l'évolution et à l'impact particulièrement négatifs de certains des facteurs qui influencent la situation (prix, cyclones, etc.). Dans le pire scénario, qui résulterait de l'aggravation des mêmes facteurs déterminants et d'une plus grande réduction des transferts de la diaspora en raison d'un possible ralentissement de l'économie américaine, l'insécurité alimentaire se dégraderait davantage. Tout cela pourrait déboucher sur de nouvelles manifestations violentes contre la cherté de la vie. Environ 50 pour cent de la population, soit environ quatre millions de personnes, seraient touchés par l'insécurité alimentaire.

**Figure 2: Calendrier saisonnier et les principaux événements**



Source: CNSA/FEWS NET Haiti

Face à cette analyse, les recommandations suivantes sont formulées:

1. Au nouveau Gouvernement, s'atteler à la mise en oeuvre du "Programme de Sécurité Alimentaire et de Développement Rural", présenté à la conférence de Madrid le 15 juillet 2008, en particulier dans sa composante filet de sécurité à la crise alimentaire;

Ce rapport est rendu possible grâce au support des organisations suivantes



Les opinions exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement les vues des organisations qui supportent CNSA (Union Européenne, FAO, WFP) et FEWS NET (USAID).

## 2. Au Gouvernement et aux bailleurs de fonds:

- renforcer les capacités de réponse (notamment en termes de logistique et de ressources humaines) de la Direction de la Protection Civile (DCP) du Ministère de l'Intérieur et de la Collectivité Territoriale et d'autres acteurs du Système National de Gestion des Risques et Désastres (SNGRD) en cette période cyclonique à haute probabilité de nuisance; et
- assurer le suivi systématique de l'exécution des différents plans de réponse à court et moyen terme, et renforcer les capacités de suivi et de coordination des interventions multisectorielles;

## 3. Aux bailleurs de fonds internationaux accélérer le décaissement des fonds promis pour appuyer les différents programmes de réponse d'urgence et de développement à moyen et long terme.

**Situation de la sécurité alimentaire, juillet à septembre 2008**

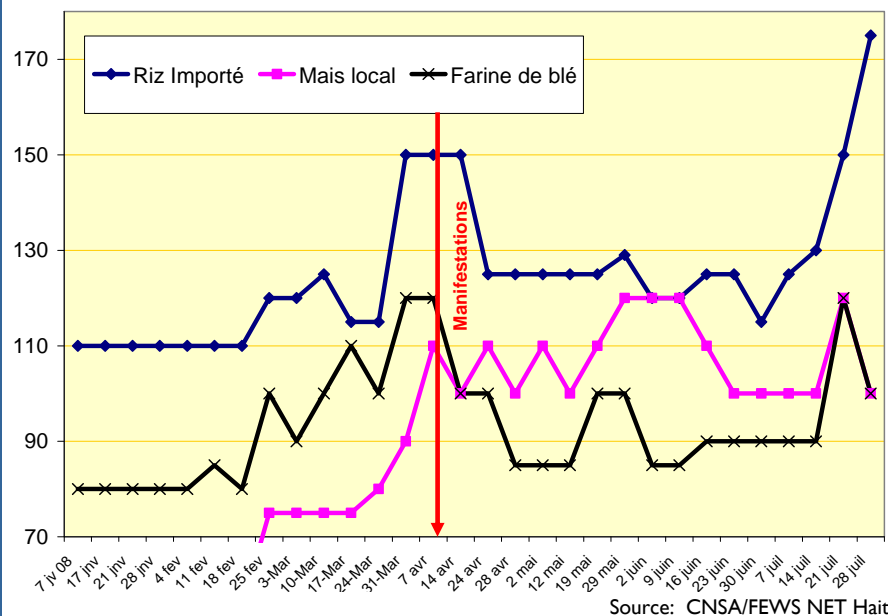
La situation de juillet à septembre se caractérise par des conditions de sécurité alimentaire précaire. Peu après les manifestations violentes de rue d'avril 2008, pour cause de cherté de la vie en particulier des aliments de base, les initiatives des instances étatiques, des bailleurs de fonds, des agences des Nations Unies et des ONGs ont permis une légère amélioration de la situation de sécurité alimentaire. En avril 2008, le Gouvernement avait institué pour six mois une subvention d'environ neuf pour cent sur le prix du riz importé et une réduction effective de la taxe sur le carburant, pour éviter une augmentation immédiate du prix à la pompe. De plus, il avait progressivement mis en œuvre le premier plan sectoriel d'urgence élaboré par le Gouvernement et ses partenaires internationaux (plans de réponse à l'insécurité alimentaire, relance de l'agriculture, création d'emplois, et protection des populations des zones à risque par des programmes de type haute intensité de main-d'œuvre).

La récolte des cultures de printemps (maïs, haricot, arbre véritable), qui a lieu de juin à août, est à peu près égale à celle de la même période de l'année dernière. Bien qu'estimée assez bonne à travers le pays, elle n'a que légèrement atténué les effets de la crise alimentaire. En effet, les prix des principaux aliments de base restent très élevés, comparés à la même période l'année dernière; ils viennent même d'amorcer de nouveau une tendance à la hausse (Figure 3). Bien que ce soit la population rurale qui profite le plus des récoltes de printemps, les familles urbaines en profitent aussi. En effet, ces dernières envoient leurs enfants passer les vacances scolaires d'été dans les zones rurales d'origine, pendant que les prix des aliments locaux diminuent aussi sur les marchés urbains peu avant et après les récoltes. La situation est différente

aujourd'hui. Pour le produit le plus consommé en ville, le riz importé (moins cher que le riz local), le prix de fin juillet 2008 est environ 14 pour cent pour cent plus élevé que celui de fin mars 2008 (début de la saison culturale) à Port au Prince. Rappelons que le prix du riz était déjà trop élevé en mars et avait été à l'origine des manifestations violentes et de l'instabilité politique d'avril. Le prix du riz en Haiti est directement lié au marché international.

Le premier facteur d'insécurité alimentaire en Haiti, surtout en milieu urbain, est actuellement la difficulté d'accès aux aliments, car ces derniers sont devenus extrêmement chers. Les principales stratégies de survie des ménages étant la réduction de la fréquence ou la diminution de la quantité des repas, la décapitalisation (en particulier par la vente de petits

**Figure 3.** Evolution récente des prix nominaux de détail des aliments de base, marché de Croix-de-Bossales, Port-au-Prince



Source: CNSA/FEWS NET Haiti

animaux), la production de charbon en milieu rural, et la migration, il importe d'apporter une assistance extérieure rapide aux ménages vulnérables en vue de prévenir le recours à ces stratégies à effets néfastes à court, moyen et long-terme. La tendance des prix suggérant que la faim ressentie par les populations au mois d'avril est en train de s'aggraver, il importe de mettre en place et d'exécuter rapidement toutes les interventions d'urgence retenues après avril. Malheureusement, la capacité gouvernementale à subventionner les prix du riz et du carburant semble s'épuiser, ce qui n'est pas de nature à infléchir l'augmentation des prix. Les secousses de la récente hausse du prix du transport en juillet vont être ressenties à la rentrée des classes au début de septembre prochain et durant tout le reste de l'année.

CNSA et FEWS NET estiment qu'environ 2,3 millions personnes (200,000 personnes de moins qu'avant la période des récoltes) font face à de l'insécurité alimentaire modérée ou aigüe. Ces gens, surtout situés dans les zones relativement arides et à faible production agricole du Nord-Ouest et du Nord-Est, et dans les quartiers pauvres des villes, font face actuellement à une insécurité alimentaire qualifiée de modérée à aigüe. Du fait surtout de leur vulnérabilité aux cyclones, la péninsule Sud (Nippes, Grand'Anse, Sud et Sud-Est) fait aussi partie des zones à risques élevés d'insécurité alimentaire au cours du présent trimestre (Figure 1). Le National Oceanographic and Atmospheric Administration (NOAA) prévoit pour la saison cyclonique de cette année (juin-novembre) une probabilité de 65 pour cent d'être plus active que la normale, contre seulement 10 pour cent de chances d'être moins active. Selon les prévisions de NOAA, il y aurait six à neuf cyclones (dont deux à cinq majeurs), contre seulement six cyclones (dont deux majeurs) en saison 'normale'. Les cyclones les plus destructives pour les cultures sont celles qui surviennent tard dans la saison agricole, vers octobre-novembre, lorsqu'il est devenu trop tard pour semer à nouveau. La période idéale de semis est août-septembre.

Les interventions du gouvernement (distribution d'intrants agricole à prix réduits, subvention du prix du riz importé), les programmes de l'USAID, ONG, agences des Nations Unies (FAO, PAM, etc.), et les appuis budgétaires apportés par certains bailleurs (BID, l'Union Européenne, la Banque Mondiale, Coopérations Espagnole et Canadienne), tentent d'atténuer les problèmes urgents et de permettre d'absorber certains chocs liés surtout à la faiblesse actuelle de l'emploi. Ces interventions devraient dorénavant s'inscrire dans le cadre du 'Programme de Sécurité Alimentaire et de Développement Rural d'Haïti' adopté à la Conférence de Madrid du 15 juillet 2008. Ce programme reprend et intègre les programmes existants tels que les plans de réponse à l'insécurité alimentaire et à la flambée des prix, l'Initiative Présidentielle, la relance de l'agriculture, la création d'emplois et la protection des populations des zones à risque, et le programme d'intervention d'urgence contre la faim et la vie chère. Les interventions sont jusqu'ici limitées dans le temps et dans l'espace. D'une part, elles sont circonscrites dans des aires géographiques très réduites, en raison de ressources insuffisantes du Gouvernement et des bailleurs de fonds, et par conséquent touchent une faible fraction de la population. Elles répondent surtout à des besoins d'urgence et ne devraient pas avoir des impacts durables. D'autre part, même si la situation de sécurité alimentaire s'améliore en milieu rural, surtout après la première récolte (juin à août), cette amélioration est insignifiante en milieu urbain. En effet, les populations urbaines dépendent encore plus du marché et les prix des aliments de base n'ont presque pas baissé, moins d'un mois après le pic de la récolte de printemps.

### **Scénario le plus probable, octobre à décembre 2008**

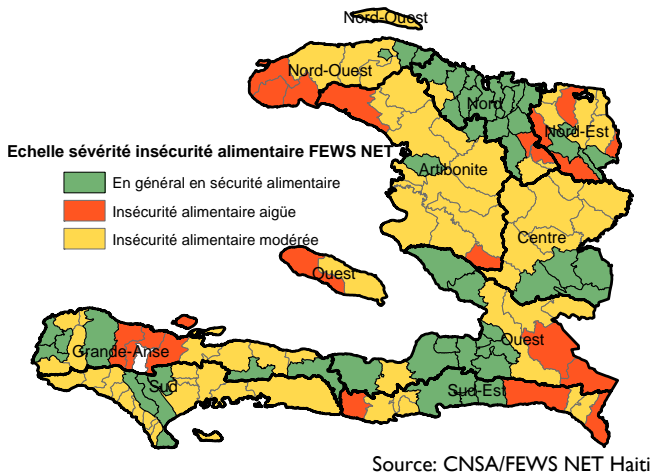
De septembre à décembre, la situation devrait graduellement se dégrader à la suite de tout un ensemble d'événements à haute probabilité de matérialisation, en particulier le fait que les prix du transport et des aliments devraient soit rester à leur niveau très élevé actuel, soit augmenter (Tableau 1). Vu les conditions actuelles d'offre et de demande, il est en effet fort improbable que le prix du carburant diminue substantiellement sur le marché international. Les coûts du transport journalier des élèves sont très importants en milieu urbain, probablement plus que l'achat de matériels scolaires et les frais de scolarité. La rentrée des classes, dans toutes ses dimensions, représente donc un événement majeur qui pourrait frapper de plein fouet l'économie des ménages dans le contexte actuel où l'on n'enregistre pas une augmentation de revenus et où l'emploi reste extrêmement faible. Les familles pauvres qui n'ont pas pu avoir assez d'argent pour la rentrée des classes font tout ce qu'ils peuvent pour réunir les sommes requises (y compris en réduisant leurs dépenses alimentaires et de santé) un peu plus tard au courant du trimestre pour envoyer les enfants à l'école. Il arrive aussi que les enfants ne peuvent pas retourner avant le trimestre suivant. Ceci est de nature à déranger le cursus scolaire des enfants et de leur faire abandonner l'école ; ceci perpétue le cycle de pauvreté des familles vulnérables. Une enquête de la CNSA/PAM devrait permettre, dès la mi-septembre, de mieux comprendre les mécanismes par lesquels les ménages font face à la cherté de la vie, en particulier lorsque l'éducation devient inabordable.

Tableau I. Scénario le plus probable, octobre à décembre 2008	
Variables	Principaux effets attendus sur la sécurité alimentaire
Assez bonne performance de la saison agricole de printemps; poursuite des initiatives de relance de la production agricole	L'approvisionnement des marchés en produits locaux va fortement diminuer après septembre.
Forte activité cyclonique attendue (probabilités de cyclones majeurs de 65 pour cent)	Les effets dévastateurs des cyclones prévus seront néfastes aux cultures d'automne et occasionneront de sévères dommages aux infrastructures agricoles en dépit de l'Initiative Présidentielle visant à soutenir ce secteur. Des inondations vont survenir localement.
Cadre macroéconomique global défavorable (forte inflation, déficit budgétaire, déficit de la balance de paiement), prix du pétrole très élevé sur le marché international; un certain retrait des mesures fiscales destinées à stabiliser le prix du carburant à la pompe; légère dépréciation actuelle du taux de change	Augmentation du prix de transport, des aliments et des services essentiels. Le revenu des ménages continue encore à se détériorer surtout en période de la rentrée des classes où le coût du transport absorbe une grande partie du revenu déjà précaire; remous sociaux possibles.
Le nouveau gouvernement améliore l'exécution et le suivi du plan de réponse à l'insécurité alimentaire et à la cherté de la vie	Mise en place de nombreux programmes isolés visant à atténuer les effets de l'insécurité alimentaire dans de nombreuses zones. Cependant, les efforts du prochain gouvernement ne seront ressentis véritablement que l'année prochaine.
Persistance de l'insécurité civile	L'atmosphère de confiance n'est pas rétablie et n'incite pas le secteur privé à investir.

Source: CNSA/FEWS NET Haiti

CNSA et FEWS NET estiment que la population qui ferait face à l'insécurité alimentaire se situerait autour de 2,5 millions au cours du dernier trimestre de l'année 2008. Comme l'illustre la Figure 4, les départements de la Grande Anse, du Sud, des Nippes et du Sud-Est, situés sur la trajectoire des cyclones, seraient les plus touchés et risquent de subir de sérieux impacts de forts vents et des inondations, en termes de destruction de cultures, de maisons, et d'infrastructures socio-économiques diverses. Cependant, l'on doit s'attendre cette saison à une réduction des dégâts surtout matériels grâce aux diligences du Département de la Protection Civile et de ses partenaires du système national de gestion des risques et désastres en matière de préparation des communautés aux désastres (grâce aux améliorations réalisées dans la préparation de plans de contingence, la formation, l'alerte précoce et le repositionnement des ressources financières et logistiques) et de mitigation.

**Figure 4.** Estimation du scénario le plus probable de la sécurité alimentaire, octobre à décembre 2008



En milieu urbain, la situation de sécurité alimentaire pourrait se dégrader davantage avec des risques d'explosion sociale répétés à chaque hausse des prix des commodités de base. D'après la Responsable de nutrition du Ministère de la Santé Publique et de la Population (MSPP), qui se dit préoccupée par la situation actuelle, une aggravation des conditions économiques pourrait affecter nutritionnellement toutes les couches de la population surtout les plus vulnérables (femmes enceintes et allaitantes, les enfants de moins de cinq ans et les vieillards) d'ici à décembre 2008.

Signalons que, bien que la mise en place d'un nouveau gouvernement soit de nature à permettre de démarrer certaines actions de type de filet de sécurité (ce qui permet de sauver plus de vies), la situation socio-économique des populations pourra difficilement changer substantiellement dans le court terme (horizon 2008-2010). Cela rend incontournable le

besoin d'interventions d'urgence et de programmes de filet de sécurité, en parallèle avec des programmes de développement à moyen et long terme.

**Le pire scénario, octobre à décembre 2008**

Dans le pire scénario, octobre à décembre 2008, les prix extrêmement élevés du pétrole et des céréales sur le marché international, ainsi que l'épuisement de la capacité gouvernementale à subventionner les prix du carburant et du riz, pourraient entraîner une hausse vertigineuse du coût du transport et de celui des produits alimentaires de base (Tableau 2). Une augmentation encore plus importante du prix des aliments ferait que le plan de réponse élaboré en avril s'avérerait

Tableau 2. Scénario pessimiste: principales variables et effets attendus de juillet à fin décembre 2008	
Variables	Principaux effets attendus sur la sécurité alimentaire
Probabilité élevée d'une saison cyclonique rigoureuse; plus grande occurrence des inondations	Destruction majeure des plantations, pertes de récoltes provoquées par des inondations, exposition prolongée des denrées récoltées à l'humidité. Les inondations provoqueront l'endommagement d'infrastructures hydrauliques et sanitaires (centres de santé et dispensaires) et des pertes en vies humaines
Hausse du prix du carburant sur le marché international; capacité limitée du Gouvernement pour stabiliser le prix à la pompe du carburant ou stabiliser le prix du riz importé à son niveau de mars 2008; tendance à la dépréciation de la gourde par rapport au dollar américain	Augmentation du coût du transport en commun et du prix des aliments importés et locaux; plus grande augmentation du taux d'inflation; baisse des revenus et du pouvoir d'achat des ménages; détérioration de la quantité et de la qualité de l'alimentation; exposition des couches même non vulnérables à la malnutrition.
Lenteur dans la mise en place et l'exécution du plan de réponse	Faiblesse et inadéquation des programmes ciblés
Baisse de l'activité économique aux USA	Perte d'emploi des haïtiens et diminution du volume de transferts vers Haïti.
Détérioration de l'insécurité civile	Manifestations contre la cherté de la vie découlant de la hausse du prix du pétrole; ralentissement des investissements; faible création d'emplois.

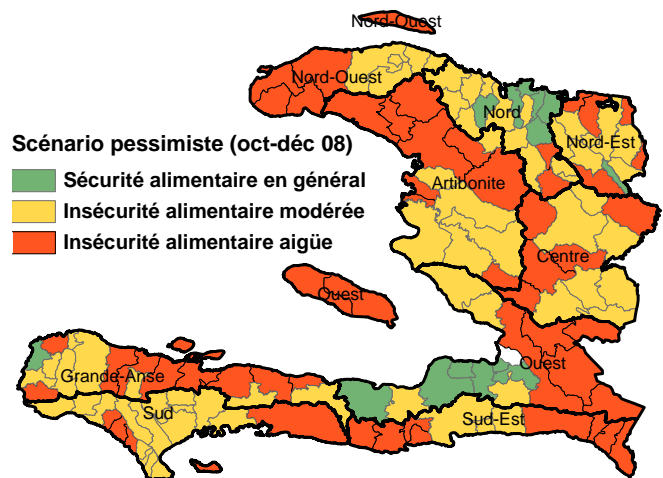
Source: CNSA/FEWS NET Haïti

très insuffisant. L'occurrence de cyclones à impacts dévastateurs pourrait grandement affecter la production agricole, causer d'importants dommages à l'environnement, et occasionner des pertes considérables en vies humaines. Les départements de la presqu'île Sud seraient les plus touchés.

Ces effets vont se ressentir avec force à partir du mois de septembre avec la rentrée des classes. Même avec l'arrivée éventuelle d'une nouvelle équipe gouvernementale vers la fin de juillet, les conditions ne seront pas encore réunies pour adresser certains problèmes d'urgence comme la cherté du coût de la vie. Dans le pire scénario, on peut s'attendre à la résurgence des remous sociaux du type de ceux d'avril dernier. L'attentisme et l'incertitude du secteur privé face à l'instabilité de la situation sociopolitique pourront entraîner un verrouillage des portes de l'investissement. Le ralentissement de l'économie américaine fera diminuer les appuis financiers aux ménagers à travers les transferts de la diaspora.

S'il se réalisait, le scénario aurait, ainsi, de graves conséquences sur la sécurité alimentaire. Près de la moitié de la population, soit environ quatre millions de personnes, pourrait en être affectée par une crise alimentaire

**Figure 5.** Estimation du pire scénario de la sécurité alimentaire, octobre à décembre 2008



Source: CNSA/FEWS NET Haïti

susceptible d'affecter négativement les moyens d'existence des ménages à court et moyen terme. Tous les départements feraient face à une insécurité alimentaire modérée à sévère (Figure 5).

## Conclusion et recommandations

Les analyses de conjoncture ne sont pas favorables à une amélioration des conditions de la sécurité alimentaire en Haïti dans les six prochains mois. En somme, six facteurs déterminants corroborent cette tendance plutôt pessimiste de la situation de sécurité alimentaire à l'horizon décembre 2008: (1) le maintien du prix du carburant et des céréales sur le marché international à leur niveau actuel extrêmement élevé; (2) l'épuisement graduel de la capacité du Gouvernement à stabiliser les prix du carburant à la pompe et du prix du riz à la consommation alors que les prix de ces produits restent très élevés au niveau international; (3) les menaces des cyclones prévus plus actifs que la normale; (4) l'incertitude sur l'amélioration de la situation sociopolitique; et, (5) la baisse de l'activité économique aux États-Unis d'Amérique; et, (6) la spirale inflationniste dans le pays. Bien que les analyses prospectives ne donnent pas lieu à des certitudes, elles pourraient permettre d'anticiper et d'atténuer les risques et les chocs anticipés.

Les recommandations suivantes sont formulées à l'endroit des instances suivantes pour répondre à ces risques et chocs:

### Au nouveau Gouvernement:

- Elaborer un budget rectificatif qui devrait prendre en compte des filets de sécurité, notamment des cantines scolaires, le transport des élèves et la subvention des matériels scolaires et des droits de scolarité; et
- Rendre opérationnel le 'Programme de Sécurité Alimentaire et de Développement Rural d'Haïti présenté à la Conférence de Madrid le 15 juillet 2008, en particulier la composante filet de sécurité à la crise alimentaire.

### Au Gouvernement et aux bailleurs de fonds:

- Renforcer les capacités de réponse de la Direction de la Protection Civile (DPC) du Ministère de l'intérieur et de la Collectivité territoriale et d'autres acteurs du Système National de Gestion des Risques et Désastres (SNGRD) en cette période cyclonique à haute probabilité de nuisance;
- Augmenter le volume des fonds d'urgence décentralisés mis à disposition de la Direction de la Protection Civile par le Ministère de l'intérieur et diffuser les modalités de ces fonds pour 2008 afin d'éviter la duplication en cas de désastres localisés;
- Mieux suivre l'exécution des différents plans de réponse à court et moyen terme, et de renforcer les capacités de suivi et de coordination des interventions multisectorielles, en particulier celles du Ministère de la Planification et de la Coopération Externe (MPCE) et de la Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire (CNSA) en dotant cette dernière institution de moyens financiers et de professionnels en nombre adéquat.

**Aux bailleurs de fonds internationaux**, d'accélérer le décaissement des fonds promis pour appuyer les différents programmes de réponse d'urgence ci-dessus mentionnés et de développement à court et moyen terme, conformément aux recommandations de la conférence de Madrid.

Ce rapport est produit avec la collaboration de:

